

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/353/Add.9  
16 mars 1950  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS CONCERNANT LE PROJET  
DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME  
ET LES MESURES DE MISE EN ŒUVRE

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer les observations suivantes:

10. Inde

Communication adressée le 6 mars 1950 par le Ministère des affaires  
étrangères du Gouvernement de l'Inde au Secrétaire général  
des Nations Unies, communiquant les observations de ce  
Gouvernement sur le projet de Pacte international  
relatif aux droits de l'homme et répondant au  
questionnaire sur les mesures de mise en oeuvre

I. Observations du Gouvernement de l'Inde concernant le projet de  
Pacte international relatif aux droits de l'homme

Pour que le Pacte puisse être accepté par un grand nombre d'Etats, le Gouvernement de l'Inde estime qu'il ne devrait pas contenir de dispositions relatives aux droits économiques et sociaux, qui pourraient faire ultérieurement l'objet d'un ou plusieurs pactes distincts;

Article 4

Cet article est nécessaire et important. Tout en laissant aux Etats une certaine liberté d'action en cas de danger public, il apporte d'heureuses restrictions aux mesures antidémocratiques qu'ils pourraient prendre en temps normal.

#### Article 5

Il faudrait modifier comme suit le paragraphe 1 : "La mort ne pourra être infligée à quiconque, si ce n'est conformément à la procédure prévue par la loi."

#### Article 9

Il est inutile d'énumérer les exceptions au paragraphe 2 de cet article, étant donné que les autres paragraphes contiennent des garanties effectives.

Comme il est partisan de faire figurer dans un ou plusieurs pactes distincts les dispositions relatives aux droits sociaux et économiques, le Gouvernement de l'Inde proposera, le cas échéant, le texte de nouveaux articles quand la Commission des droits de l'homme examinera la question d'un pacte distinct.

En ce qui concerne les propositions relatives à la mise en oeuvre, le point de vue du Gouvernement de l'Inde a été exposé par son représentant à la Commission des droits de l'homme (page 46 du document E/1371).

### II. Réponse du Gouvernement de l'Inde au questionnaire sur les mesures de mise en oeuvre

#### Première partie

##### Questions préalables

1. Des mesures internationales sont nécessaires quand les mesures prises sur le plan national sont insuffisantes. S'il est vrai que la protection des droits de l'homme incombe à l'Etat intéressé, il reste cependant qu'un organe international doit être chargé de veiller au respect de ces droits.
2. L'insertion dans le Pacte d'articles relatifs aux droits économiques et sociaux ne devrait influencer en rien sur le mécanisme à prévoir pour la mise en oeuvre.
3. Comme il y aura peut-être deux ou plusieurs pactes, les dispositions relatives aux mesures d'application devraient figurer dans un instrument distinct. Mais le Pacte relatif aux droits de l'homme devrait contenir des dispositions sur sa mise en oeuvre et définir les rouages à créer pour assurer cette mise en oeuvre.

Deuxième partie

Questions relatives à la procédure de recours

Chapitre premier

Questions relatives au droit des Etats signataires  
de présenter des réclamations

1. Le différend en question porterait sur une atteinte aux droits de l'homme. Si un Etat intervenait en faveur de particuliers, il devrait être tenu d'engager en première instance des négociations directes.
2. Si un différend n'était pas réglé, un Etat aurait le droit de le porter devant les Nations Unies, soit directement, soit en se conformant à la procédure qui peut être instituée pour le règlement des différends de ce genre.
3. Les Etats signataires devraient avoir sans aucune restriction le droit de présenter des réclamations.
4. La recevabilité des réclamations devrait être soumise à un examen préliminaire, conformément aux conditions qui seront fixées en la matière.
5. Oui.

Chapitre 2

Questions relatives au droit de pétition des individus,  
des groupes et des organisations

A. Droit de pétition

1. a) Oui.  
b) Oui.  
c) Oui.
2. Néanmoins, des règles devraient déterminer la recevabilité de ces pétitions et garantir qu'il ne sera pas fait un usage abusif du droit de pétition.

B. Conditions nécessaires à l'exercice du droit de pétition

1. Pas nécessairement.
2. Oui : si une action judiciaire doit être intentée, ce ne peut être que contre les Etats signataires, qui, étant seuls à garantir le respect des droits de l'homme, sont juridiquement tenus d'assurer la protection de ces droits.
3. Ces pétitions ne devraient pas avoir trait seulement aux griefs nourris par des individus, mais aussi aux mesures générales et particulières que prend l'Etat, et qui intéressent un grand nombre d'individus ou de communautés.
4. a) Oui.

b) Oui.

5. Il est inutile de faire figurer dans le Pacte une disposition de ce genre, à laquelle il ne serait peut-être pas toujours possible de se conformer.

6. Oui.

7. Oui.

8. a) Si les organisations sont reconnues par l'organe chargé de la mise en oeuvre, il n'y a pas lieu de prévoir de disposition autre que celle qui est mentionnée dans cette question et dans les clauses relatives à la recevabilité des pétitions.

b) Oui, à condition que l'organe chargé de la mise en oeuvre reconnaisse également ces organisations.

### Troisième partie

#### Questions relatives à la conciliation

##### Chapitre 3

#### Questions relatives à la création d'organes permanents ou spéciaux

##### I. Organes permanents ou spéciaux

###### A. Constitution

1. Un comité permanent devrait être créé par le Conseil économique et social ou par l'Assemblée générale, mais non pas par les Etats signataires.

###### B. Mode de constitution

1. Cet organe devrait être élu.

2. Cet organe devrait être élu à la majorité des deux tiers des membres présents. Il importe en effet qu'il ait la confiance du plus grand nombre possible de membres.

###### C. Composition

1. Ces organes devraient se composer de personnalités indépendantes (ne siégeant pas en qualité de délégués de leur Gouvernement).

2. Pas nécessairement.

3. Pas nécessairement.

4. Les personnes à élire devraient être choisies sur une liste établie par les Etats signataires. La composition de cet organe devrait être conforme à la répartition géographique.

5. Non. Le Président de la Commission des droits de l'homme représentant un Gouvernement, si les organisations gouvernementales proposent un autre membre, la participation des gouvernements sera plus importante qu'il

ne convient à un organe indépendant.

#### D. Secrétariat

Au début, le Secrétaire général des Nations Unies pourra assumer les fonctions prévues aux alinéas a), b), c), d), et e) du paragraphe 1. Mais si le volume de travail augmente, il faudra désigner un Secrétaire à cet effet.

#### E. Fonctions

##### 1. Généralités

1. a) i) et ii) Oui.
- b) Oui.
- c) Non.

##### 2. Documentation

1. a) et b) Oui.
2. a), b), c), d), e) et f) Oui.

##### 3. Facteurs de l'action

1. a), b), c), d), e) et f) Oui.
2. Oui.
3. La disposition a) rend inutile la disposition b).
4. Oui, cet organe décidera si ces pétitions doivent être soumises aux conciliateurs, ou la suite qu'il convient de leur donner.

##### 4. Procédure

1. L'organe en question devrait siéger soit à Genève, soit à Lake Success.
2. Cet organe devrait, en règle générale, tenir séance à son siège mais il aurait le droit de siéger ailleurs.
3. Le règlement intérieur de cet organe devrait être fixé par lui, sous réserve de l'approbation de l'organe devant qui il serait responsable.
4. Cet organe devrait délibérer en séance publique ou en séance privée, comme il le décidera.
5. a) Oui.
- b) Oui.
- c) Cet organe devrait avoir la possibilité de procéder à des investigations sur place, mais avec le consentement de l'Etat intéressé. Néanmoins, si l'Etat intéressé ne donnait pas son consentement, l'organe devrait faire rapport à ce sujet.

- d) Cet organe devrait être habilité à constituer, s'il en était besoin, des commissions d'enquête.

5. Attributions

1. Oui.

2. Oui.

3. Oui.

4. Non.

5. a) Oui.

6. Si les parties intéressées acceptent cette procédure, la question devrait être soumise à un arbitre. Dans le cas contraire, l'organe en question devrait faire rapport à la Commission des droits de l'homme pour la suite à donner à l'affaire. Si un aspect du différend appelait des éclaircissements juridiques, la question devrait être renvoyée à la Cour internationale de Justice, aux fins d'avis consultatif.

6. Avis consultatifs

1. Cet organe devrait avoir le droit de demander au Conseil économique et social ou à l'Assemblée générale de l'autoriser à demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

II. Organes enquêteurs spéciaux

Etant donné qu'il préférerait voir créer un organe permanent plutôt que des organes enquêteurs spéciaux, le Gouvernement de l'Inde ne juge pas utile de répondre aux questions de cette section.

#### Chapitre 4

##### Questions relatives à la création d'organes d'exécution locaux

1. Oui.
2. a) et b) Oui.
3. En règle générale, la Cour suprême de l'Etat signataire garantirait le respect des droits de l'homme. Un comité permanent, analogue à celui qui est envisagé au chapitre 3, pourrait être constitué sur le plan national pour assurer le respect de ces droits.

#### Quatrième partie

##### Questions relatives au règlement par voie judiciaire

##### Généralités

1. Les Etats signataires ont actuellement ce droit et devraient le garder.
2. a) Non.  
b) Oui.

#### Chapitre 5

##### Questions relatives à une Cour internationale des droits de l'homme

##### A. Généralités

- 1) Il n'y a pas lieu de créer une cour distincte, si la Cour actuelle est suffisante à cette fin.
- 2) Oui, si cette cour est créée.
- 3) Oui.
- 4) Oui, sinon l'existence même de la Cour n'aurait pas de signification.
- 5) a) et b) Oui.
- 6) Oui, sinon aucune sanction n'appuierait la décision de la Cour.
- 7) Oui.
- 8) Oui.

##### B. Statut de la Cour

- 1) Généralités
  1. Oui.

2) Compétence

1) Les instances devraient être introduites par un procureur général des Nations Unies agissant au nom des Etats, des particuliers, des groupes ou des organisations non gouvernementales. Si le procureur général n'entendait pas intervenir, les instances pourraient être introduites conformément aux règles que l'Assemblée générale pourrait établir en la matière.

2) Oui.

3) La juridiction de la Cour devrait s'étendre à tous les différends prévus sous a) 1) et ii) et à toutes les questions prévues sous b).

4) Oui.

3) Avis consultatifs

1) Oui.

Cinquième partie

Questions relatives aux dispositions générales

Généralités

On ne peut dénier aux Etats signataires le droit de régler un différend par une procédure dont ils seront mutuellement convenus. Mais, puisque ce différend porterait sur une violation des droits de l'homme, un règlement ne peut être accepté comme définitif que s'il fait disparaître tous les griefs des parties intéressées, c'est-à-dire des particuliers en faveur desquels un Etat se trouve en différend avec un autre Etat. La partie plaignante, en pareil cas, pourrait s'adresser aux Nations Unies pour demander réparation.

Chapitre 6

Questions relatives au droit du Secrétaire général des Nations Unies  
de demander des renseignements aux gouvernements

1) Oui.

2) Oui.

A. Questions relatives à la compétence et aux pouvoirs de  
l'Organisation des Nations Unies aux termes de la Charte

1) Oui.

2) Oui.



B. Questions relatives au statut des Etats non Membres  
aux termes de l'instrument

- 1) a) et b) Oui.
- 2) Oui.

C. Questions relatives à la notification par les Etats signataires,  
soit au moment de la ratification, soit ultérieurement, de leur  
adhésion à la totalité de l'instrument ou à certaines de ses parties,  
les parties de l'acte auxquelles ils adhèrent étant énumérées en ce cas

- 1) Non: des dispositions de ce genre pourraient créer des difficultés.

D. Questions relatives au statut des Territoires sous tutelle,  
des territoires non autonomes et des dépendances aux termes de  
l'instrument

- 1) Oui, car c'est dans ces territoires que les droits de l'homme sont le plus fréquemment violés.
-